

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18105 - 70ÈME ANNÉE

Elections départementales à Sainte-Suzanne, Cambuston et Petit Bazar

La mobilisation continue pour assurer la Victoire du 29 mars 2015



En avant vers la victoire de la population.

La population de Sainte Suzanne, Cambuston et Petit Bazar a manifesté sa volonté d'élire Michèle Caniguy, Maurice Gironcel au conseil départemental. Elle a placé largement en tête le tandem avec près de 53% des 10034 suffrages exprimés. Avec 3 points de participation de plus, l'élection au premier tour était assurée.

Lundi soir, les candidats de Ensemb' pour de vraies solutions ont tenu une réunion publique pour tirer les enseignements de la victoire du premier tour, et donner les perspectives pour le scrutin de dimanche prochain.

Les candidats de l'Union des forces de progrès et du PCR, Michèle Caniguy, Maurice Gironcel, Viviane Soune-Seyne et René Sotaca remercient chaleureusement l'en-

semble des électrices et des électeurs de Sainte-Suzanne, Cambuston et de Petit Bazar qui se sont mobilisés ce dimanche 22 mars 2015, avec une mention particulière pour les 5281 personnes qui leur ont accordé leur confiance.

À l'unanimité, la population livre la même analyse. « Le conseiller général sortant sera sorti ce dimanche 29 mars. Sur le canton, le conseiller

général sortant et son équipe sont loin derrière et accusent un retard de 1 399 voix. A Sainte-Suzanne, les forces de progrès obtiennent 57 % des suffrages avec 4 302 voix.

Le conseiller général sortant n'obtient que 35 % des voix et accuse un retard encore plus important de 1635 voix. »

.../...

Le conseiller général sortant en totale perte de vitesse

C'est dire que ce dernier est en totale perte de vitesse. Maurice Gironcel relève que « les résultats, bureau par bureau, à Sainte Suzanne, montrent qu'il y a encore une grande marge de manœuvre auprès des abstentionnistes de Sainte Suzanne, de Cambuston et Petit Bazar. Camarades Communistes de Sainte Suzanne, Camarades Communistes de Cambuston, Réveillez-vous ! »

Il exhorte les nombreux militants présents à aller à la rencontre de la population et à « avoir un langage de Solidarité, de Responsabilité et à leur expliquer les enjeux de cette élection. Il est important d'être à l'écoute de notre population. Cette proximité est essentielle à notre action, pour qu'elle soit la plus adaptée aux problématiques de terrain et la population l'a très bien compris.»

Résultat de Saint-André un vrai exploit

Grands meetings pour rassembler les forces de Progrès

La mobilisation continue donc pour qu'au soir du 29 mars 2015, le canton N° 4 soit représenté par deux candidats à la hauteur des enjeux de ce territoire, ensemb' pour apporter de Vraies Solutions.

Michèle Caniguy, Maurice Gironcel, Vivianne Soune-Seyne et René Sotaca invitent la population du canton N° 4 aux 4 grands meetings. Le premier a déjà eu lieu hier. Voici les dates des suivants :

Mercredi 25 mars – 17h30
Face stade Soune-Seyne à Cambuston

Jeudi 26 mars – 17h30 :
Deux Rives

Vendredi 27 mars – 17h30
Près Pizzeria Marco
au centre-ville de Sainte Suzanne

Cette même population a été « sensible à notre constance idéologique, à nos convictions de gauche, ce qui fait notre Force », rajoute Michèle Caniguy. « Le résultat de Saint André est un vrai exploit, face à un candidat de la majorité municipale. Nous réalisons 40% et n'accusons qu'un

retard de 8%, avec, ici aussi, une grande marge auprès des abstentionnistes. Je remercie la section communiste de Saint André et Jacky The Seng pour ce travail fabuleux.

Correspondant

Après le 1er tour des départementales

Souffle nouveau pour Saint-Paul : pas de consigne de vote

Éric Camian, Raïssa Noël, Serge Idoumbin-Moutin et Marie-Claude Coupan-Palian ne donnent aucune consigne de vote pour dimanche 29 mars, second tour des élections départementales. Souffle nouveau pour Saint-Paul était candidat dans le 3e canton de Saint-Paul.

Les candidats "un Souffle Nouveau pour le 3ème canton de Saint-Paul" remercient chaleureusement les électrices et les électeurs d'avoir adhérer à leur programme en y apportant leurs suffrages le dimanche 22 mars 2015.

Le respect de ce choix impose de n'exercer aucune influence sur ces électeurs pour le vote de dimanche 29 mars 2015.

*Les candidats : Éric Camian,
Raïssa Noël, Serge Idoumbin-Moutin
et Marie-Claude Coupan-Palian.*

PCR Petite Île Barrage à la droite UMP du canton 22

Les communistes de la Petite Île appellent à faire barrage à l'UMP conduite par le maire Serge Hoarau au second tour des départementales dans le canton 22 : Grand Bois, Petite Île et les Lianes.

La section PCR de Petite-Île remercie les électeurs du canton 22 (Saint-Pierre 3) qui ont apporté leurs suffrages à Colette Gonthier et Jean Hugues Suzanne.

Elle prend acte des résultats et elle appelle à faire barrage aux candidats de la droite UMP du canton 22.

*Le secrétaire de la section
de Petite-Île,
Jean Hugues Suzanne*

Edito

Le niveau de la mer montera plus vite : aucun avenir pour une NRL

En pleine campagne électorale de l'entre-deux tours d'un scrutin départemental, une nouvelle essentielle est passée une fois de plus inaperçue. Elle concerne pourtant directement La Réunion. En effet, quel que soit le résultat de n'importe quelle élection, La Réunion restera une île tropicale au milieu de l'océan Indien. Elle sera encore un territoire sous forte influence de la mer qui l'entoure, comme le rappelle chaque passage plus ou moins proche d'un cyclone.

Le Washington Post tient une chronique régulière sur les effets du changement climatique. Dans le précédent article, ses lecteurs ont pu s'informer sur les conséquences de la déstabilisation de la calotte glaciaire de l'est de l'Antarctique : une hausse de trois mètres du niveau de la mer. C'est bien au-delà de tous les calculs pris en compte pour le projet de nouvelle route en mer, dite nouvelle route du littoral ou NRL.

Cette semaine, le Post rend compte d'une étude publiée dans Nature Climate Change par Stefan Rahmstorf de l'Institut de recherche de Potsdam sur l'impact du climat. Pour le journal américain, les conclusions auront un « mega-impact », rien de moins.

L'étude constate un ralentissement des grands courants océaniques. Le Gulf Stream est touché. Longeant la côte sud-est des États-Unis, il traverse ensuite l'Atlantique et va réchauffer le littoral ouest-européen. C'est ce qui donne à l'Europe de l'Ouest un climat aussi tempéré.

Ce ralentissement peut tout d'abord avoir des conséquences pour New York et Boston, avec

une hausse plus importante du niveau de la mer. Une hausse soudaine de 10 centimètres en une année a été mesurée sur la côte Est des États-Unis, attribuée à un ralentissement du Gulf Stream. Car à lui seul, le Gulf Stream transporte plus d'eau que toutes les rivières du monde réunies, souligne le National Oceanic and Atmospheric Administration.

Ce ralentissement peut être lié à la fonte des glaciers du Groenland. Leur eau froide se jette dans l'Atlantique et comme elle est moins salée, elle reste en surface ce qui perturbe le courant marin. La période allant de décembre 2014 à février 2015 a été la plus chaude de ce moment de l'année. Mais les mesures ont aussi montré un record de fraîcheur dans l'Atlantique nord, entre le Groenland et la Grande-Bretagne, dans la zone d'influence du Gulf Stream. Il va de soi que si ce courant s'arrêtait, alors l'Europe connaîtrait une baisse brutale des températures en hiver, tandis que la côte Est des États-Unis aurait à faire face à une hausse brutale du niveau de la mer.

L'océan n'a pas de frontière, La Réunion sera donc touchée par le ralentissement de ces courants. Le climat changera, et n'est-ce pas déjà entamé avec la succession de sécheresse qui frappe notre île depuis plusieurs années ?

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
70e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re

	Voix	%
PCR et Union	18739	8%
Divers Gauche (MCR, DLR, PG...)	10536	4%
PLR	9970	4%
Verts	2810	1%
PS	18292	8%
Progrès	11708	5%
LPA	18816	8%
Centre et Divers droite	23250	10%
UMP+UDI+ObjR	94782	40%
FN	3847	2%
Sans étiquette	30988	13%

Abstention, blancs et nuls : 61 %

Abstention massive, recul du PS, du Progrès, de PLR et de LPA, l'exception du PCR

Les Réunionnais sanctionnent les promesses non tenues de 2012

À La Réunion, le décalage entre les promesses du candidat Hollande et la réalité sont encore plus grands qu'en France, la sanction est donc plus grande. Le PS, le Progrès, PLR et LPA avaient appelé à voter Hollande, tous reculent fortement et ne peuvent pas compter sur la dynamique du résultat en France. Le PCR marque sa différence en étant le seul parti soutenant Hollande en 2012 à pouvoir augmenter son nombre d'élus dans l'assemblée départementale. Il a fait une campagne différente, portant des propositions touchant les problèmes de la population.

Sur 101 départements, les élections départementales en concernent 98. Pas de vote en Guyane et en Martinique car c'est une collectivité territoriale unique qui remplacera le Conseil régional et le Conseil général. Paris n'est pas non plus concerné, car ce département est une municipalité.

Sur ces 98 départements, le PS en dirige 56. Dimanche prochain, il pourrait très bien ne plus en diriger que 16. Ce sont en effet entre 30 et 40 départements qui verraient leurs Conseils départementaux avoir une

majorité différente que celle des derniers Conseils généraux. En France, les autres partis de la gauche subissent le contrecoup de ce recul considérable du PS. Le PCF lutte pour conserver le Val de Marne et l'Allier.

L'austérité s'accroît

Les raisons de cette défaite annoncée sont bien connues. Elles se

résument dans la politique menée depuis 2012 par le gouvernement. Au cours de la campagne présidentielle, l'adversaire principal du candidat socialiste était la finance. Il avait pris des engagements pour réduire les inégalités et lutter contre le chômage. Une fois arrivé au pouvoir, l'état de grâce a été de courte durée. Dès la discussion de la loi de finances 2013, il était question du budget le plus restrictif depuis de nombreuses années. L'objectif affiché était de se ramener le déficit public en dessous de la barre des 3 %

fin 2013, conformément aux engagements pris par la France et pas remis en cause alors par le gouvernement. Le discours était le suivant : deux années d'effort puis la redistribution à partir de 2014 grâce à la diminution de la dette et au retour de la croissance.

Cette perspective n'a pas été tenue. 2014 a vu l'austérité s'aggraver, et 2015 va encore plus loin. C'est l'application du plan d'économies qui est destiné à financer le Pacte de responsabilité. Sans contrepartie en termes d'embauches, les entreprises bénéficient d'aides importantes qui sont payées par des coupes dans les budgets sociaux, la santé et les dotations aux collectivités. C'est une orientation social-libérale clairement assumée par le président de la République, c'est ce que montre le choix de son Premier ministre, Manuel Valls, arrivé dernier socialiste aux Primaires citoyennes de 2011, car représentant l'aile la plus à droite du PS. La politique du gouvernement socialiste est donc à l'opposé des promesses du candidat socialiste.

À l'opposé des engagements

Dans ses conditions, la population a sanctionné le PS, soit en n'allant pas voter, soit en portant ses suffrages sur d'autres candidats. Et dimanche prochain, le PS pourrait très bien perdre la présidence de 40 départements sur 56, sans en gagner aucune.

À La Réunion, le décalage entre les engagements et la réalité a été encore plus grand. Rappelons qu'en 2010, la décision de la Fédération socialiste de donner la présidence de la Région à Didier Robert a remis en cause tout un plan de développement. Ce dernier a notamment stoppé le chantier du tram-train et remplacé le projet Perben de nouvelle route du littoral par une route en mer à 6 voies.

Les conséquences sont désastreuses. En mars 2010, le nombre de Réunionnais inscrits à Pôle emploi était de 130.000, il est aujourd'hui supérieur à 170.000 bien que l'État ait dépensé l'an dernier plus de 200 millions d'euros dans les emplois aidés.

Dans la campagne présidentielle, François Hollande s'était engagé à corriger la décision de 2010. Il avait promis le tram-train, la reprise de la politique d'autonomie énergétique entre autres. C'est sur la base de ce contrat qu'il avait obtenu plus de 70 % des suffrages au second tour



En additionnant les voix du PS et du Progrès, ces deux partis font un score plus faible que le PS en France, avec une abstention bien plus forte.

de la présidentielle. 3 ans plus tard, rien n'a été tenu. Plus grave encore, le gouvernement soutient un projet pharaonique de plusieurs milliards totalement inutile et destructeur pour l'environnement : la NRL. La Région a même obtenu des dérogations allant à l'encontre du vote unanime du Conseil national pour la protection de la nature.

Sanction plus grande à La Réunion

La déception est donc encore plus grande qu'en France. Contrairement à là-bas, l'abstention a progressé ici pour atteindre près de 60 %. En ajoutant les bulletins nuls et les votes blancs, ce sont près de deux électeurs sur trois qui ont rejeté tous les candidats proposés. Seul Saint-Joseph a été épargnée avec un taux de participation 20 points au-dessus de la moyenne.

Les partis soutenant François Hollande en 2012 sont dans une dynamique de recul. Le PCR fait exception.

Le PS, scindé ici entre Fédération socialiste et Progrès, est en net recul. Lundi sur Antenne Réunion, Gilbert Annette, maire de Saint-Denis, a montré au grand jour la crainte d'une lourde défaite : il a lancé un appel inattendu aux électeurs du LPA à voter pour les candidats socialistes à Saint-Denis et a appelé les socialistes à soutenir les candidats LPA en lice au second tour. Une décision surprenante car à la différence du PLR, le LPA a un député qui vote contre le budget du gouvernement.

PLR est aussi en chute libre. Il avait 8 conseillers généraux, 2 sont au second tour et ils seront battus dimanche. Seule une débauche de moyens municipaux a permis à PLR d'entretenir une illusion dimanche dernier au Port.

Quant au LPA, il est circonscrit à Saint-Leu et aux Avirons et n'a pas pu s'implanter ailleurs, notamment à Saint-Louis où il nourrissait de grands espoirs.

L'alternative du PCR

Il semble bien que le parti du gouvernement n'ait d'autre issue que d'aller vers une autre politique pour espérer sauver les meubles en 2017. Ce ne sont pas des accords électoraux à l'échelle d'un canton qui pourront inverser la tendance, mais bien des décisions stratégiques, discutées de parti à parti.

Dans ce paysage bouleversé, le PCR a réussi à progresser, contrairement aux autres formations qui ont soutenu François Hollande à la présidentielle. Il avait deux conseillers dans l'assemblée sortante, il peut tripler ce nombre dans le prochain Conseil départemental avec des candidats présents au second tour au Port, à La Possession, à Sainte-Suzanne et à Saint-Pierre. Dans cette campagne, le PCR a montré la différence, il a bâti un programme à partir des préoccupations de la population. Les déclinaisons cantonales s'appuient sur un socle de 25 propositions qui ont été rendues publiques le 22 février à Sainte-Suzanne, et qui ont ensuite été diffusées dans toute l'île.

M.M.

Le Premier ministre de la Grèce rencontre son homologue d'Allemagne

Alexis Tsipras maintiendra sa politique anti-austérité

Après des semaines de tensions, le Premier ministre grec Alexis Tsipras et la chancelière allemande, Angela Merkel, sont parvenus à « dépasser les stéréotypes » afin de trouver un compromis avec les dirigeants européens.



Alexis Tsipras et Angela Merkel lors de leur conférence de presse. (photo Bundesregierung)

À l'occasion d'un point presse, suite à sa première visite en tant que Premier ministre à Berlin, Alexis Tsipras a affirmé que « les Grecs ne sont pas paresseux et les Allemands ne sont pas responsables de tous les maux de la Grèce. Nous devons travailler dur pour dépasser ces stéréotypes ». Même son de cloche pour Angela Merkel, qui a répété, qu'il fallait éviter « tous les types de stéréotypes », a approuvé Mme Merkel.

Apaiser le dialogue bilatéral

Les deux pays étaient en total désaccord sur les réformes à mener en Grèce en échange d'une aide financière des créanciers européens. Toutefois, la chancelière a reconnu que « des questions difficiles » subsistaient, tout comme les « désaccords » entre Athènes et Berlin. Cependant, elle a assuré vouloir « une coopération dans un esprit de confiance mutuelle ». « Nous voulons une Grèce économiquement forte, nous voulons de la

croissance en Grèce et notamment que l'on réduise le très haut chômage des jeunes », a indiqué Angela Merkel, pour qui il faut des « réformes structurelles et une administration efficace, je crois que nous sommes d'accord là-dessus ».

La rencontre entre les deux chefs de gouvernement avait pour objectif de « mieux nous comprendre », car « il n'y a pas d'autre voie que le dialogue ». En dépit de cette entente retrouvée Alexis Tsipras ne déroge pas sur son programme politique, qui l'a d'ailleurs fait élire. Ce dernier a appelé son opposition aux politiques d'austérité menées en Europe et donner sa propre vision des réformes qu'il allait mener dans son pays.

Pour ce dernier, « le plan de sauvetage n'a pas été un succès », car le PIB du pays a chuté de 25 %, le chômage a augmenté tout comme les inégalités sociales et la pauvreté. Cet échec de la politique d'austérité menée depuis 2010 en Grèce a été reconnu par des institutions internationales, comme le FMI, second bailleur du pays.

Malgré tout, le gouvernement grec a tenu à ouvrir la discussion, « bien sûr, nous ne voulons pas détruire le

positif des dernières années, nous devons trouver un nouveau dosage politique pour résoudre les problèmes ». Ce dosage ne passe plus par la suppression des postes dans la fonction publique, la hausse des impôts, la réduction des budgets de l'Etat, mais dans la lutte contre la fraude fiscale et la corruption.

Pas venu demander de l'argent

La visite d'Alexis Tsipras à Berlin avait pour but, non pas de demander de l'argent au gouvernement allemand comme d'autres représentants européens, mais « poser une base commune » au dialogue entre les deux pays.

Il a rappelé que « les problèmes de liquidité à moyen terme » du pays « étaient connus » et qu'il en avait « hérités ». Le pays doit rembourser ces échéances, alors que les caisses sont presque vides. Athènes attend le déblocage au moins partiel de la dernière tranche de prêts de 7,2 milliards d'euros prévue dans le cadre de la prolongation de l'aide financière, actée le 20 février par les Européens.

Pour sa part, la chancelière a rappelé que l'octroi des aides et les contreparties exigées par les créanciers relevaient de discussions multilatérales au sein de la zone euro et avec les institutions FMI et BCE. Un moyen de se dédouaner de toute responsabilité, alors que l'Allemagne est la première économie d'Europe et que la chancelière est celle qu'il faut convaincre en premier pour pouvoir mener ses discussions à terme.

D'ailleurs, le versement de cette seconde tranche dépendra de la mise en œuvre des réformes, souhaitées ardemment par la troïka, et l'Allemagne en tête. Mais Alexis Tsipras a rappelé qu'il n'y aurait « pas de nouvelles mesures d'austérité ».

Céline Tabou

Ouverture du FSM 2015 à Tunis

Forum Social Mondial : une marche internationale de solidarité

Ce mardi 24 mars, les organisateurs du FSM 2015 de Tunis ont lancé une marche internationale de solidarité avec la Tunisie, frappée par un attentat le 18 mars au Musée du Bardo, avec comme mot d'ordre : « Les peuples du monde unis contre le terrorisme ».

Rituelle à chaque ouverture d'un forum social mondial, cette marche possède une symbolique toute particulière. 121 pays ont tenu à apporter leur soutien au peuple tunisien et aux peuples victimes du terrorisme.

Priorité : lutter contre le terrorisme

Dans un communiqué, les organisateurs avaient assuré que « plus que jamais, la large participation au FSM sera la réponse appropriée de toutes les forces de paix et de démocratie qui militent au sein du mouvement altermondialiste pour un monde meilleur, de justice, de liberté et de coexistence pacifique ». D'ailleurs, le comité d'organisation du FSM a dénoncé le « climat de peur » qui s'est installé depuis que cette attaque a créé « au sein des citoyens qui aspirent à la liberté, la démocratie et à la participation pacifique à la construction démocratique ».

D'ailleurs, le forum de mars 2013 à Tunis s'était déroulé, quelques semaines après l'assassinat de l'homme politique de la gauche tunisienne Chokri Belaïd. Pour la seconde fois, le pays fait face à des événements tragiques, cependant pour les organisateurs la présence du monde est « un message de solidarité internationale. Nous allons montrer que la société civile pourra toujours faire contrepoids au terrorisme ». « La Tunisie n'est pas finie, elle peut continuer son processus démocratique », a indiqué Alaa Talbi, un des coordinateurs.

À l'issue de ce Forum, le comité d'organisation a prévu de rédiger une charte altermondialiste de lutte contre le terrorisme, afin de trouver une alternative aux mesures sécuritaires face à ce phénomène.

« Pour lutter contre le terrorisme, s'attaquer au chômage »



Extrait d'une affiche du FSM 2015

Quatorze ans après le premier Forum Social Mondial de Porto Alegre au Brésil, le courant de altermondialiste a été découvert par la communauté internationale à travers sa contestation vis-à-vis de la globalisation, du système néolibéral, de l'impérialisme, du racisme et des discriminations culturelles, culturelles, économiques et sociales. Alors que le mouvement est au-devant de la scène, la question « Un autre monde est-il possible ? » reste entière. A Gabès, ville à l'est de la Tunisie, des jeunes diplômés chômeurs ont entamé une grève de la faim depuis trois semaines pour obtenir un emploi, a révélé le site d'information « Basta ! ». Ces derniers ont affirmé que « pour lutter contre le terrorisme, il faut s'attaquer au chômage ». Pour ces jeunes, les récents attentats vont surtout « provoquer de l'instabilité politique, qui vient s'ajouter au désespoir économique ». La revendication de ces jeunes, membres de l'Union des diplômés chômeurs (UDC), est d'obtenir un

emploi. Pour Chahira « la priorité politique est d'aider les jeunes Tunisiens qui refusent de partir faire le djihad. Il faut vraiment des décisions politiques qui prennent en considération notre combat ».

« Le pays s'en va en guerre contre le terrorisme et les revendications sociales n'ont plus de place. L'éradication du terrorisme ne doit pas signifier l'éradication des libertés, des droits et des revendications sociales », a expliqué à « Basta ! », Abdeljabbar.

Pour l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT), présente au Forum Social Mondial : « Pour lutter contre le terrorisme, il faut s'attaquer au chômage », a assuré le secrétaire régional, Ben Hamed Slah. Pour les jeunes de Gabès, « le FSM nous permettra aussi de montrer notre solidarité et notre unité, alors que les terroristes veulent que nous arrêtons de vivre », a expliqué Ala Ben Kabehe, journaliste de 22 ans.

Céline Tabou

Oté

Sa la pa inn késtyonn z'avatar ! Sa sé la politik d'inion !

Matant Zélida la ékrir Justin :

*Mon shèr nové, mon spès salté, rouj-de-fon divan l'éternité,
Vi koné i sort fé zéléksyon é vi koné osi bann rouj la pa gingn in bon rézilta. Sa lé bien vré ! Donk moin la déside prosiv azot ziska dann zot z « avatar ». Vi koné kosa i lé in z'avatar : sé kan in bondyé i shanj l'aparans. Parfoi li prezant tèt fason, parfoi li prezant in n'ot fason. Li lé touzour lo mèm mé li pran tout sort z'aparans. Pou kosa mi di sa ? Pars, bann rouj osi i nyabou shanj l'aparans. Zot osi zot nana z'ot prop zavatar : in zour dann in l'asosyasion, in zour dann in komité d'sosi ou d'sola, in zour vizaz dékouvèr, ki di ké zot lé pankor rant dan la po la droit, sansa dan la po sosyalis. Donk moin la desid prosiv azot ziska dann z'ot z'avatar é kroi moin, prosiv pou trapé, pa prosiv pou largé. Tok ! Pran sa pou toi.*

Justin la f épou répons :

Mon pov vyé matant k'i koz touzour la boush rouvèr. Ala k'estèr ou i tourn dann in fime la polis sékrète. Ou i pans lo moun nout parti lé paré pou rant dann d'ot parti o sinonsa d'ot l'asosyasion pou travay dann la klandéstitité. Moin pèrsonèl sé in n'afèr k'i ralré amoin plito mé domaz sa i sort dirèk dann l'imazinasyon déranzé. Si nou lé dann in l'asosyasion sé pou fé avans in koz donk fé in l'antant avèk demoun lé pa dann mèm parti k énou. Lé vré pou bann komité galamn. Na kant mèm in n'afèr lé pa sogré, lé vizaz dékouvèr sé sak ni apèl nout politik l'union donk forséman pa avèk demoun onm nou san pour san. Sansa kèl soré l'intéré ? Zéro kalbas ! La pla si mank pou moin dévlop la politik l'inion. Touléka sé ké sjhoz ni amenn dopi lontan : in tan té lo CRADS (comité républicain d'action démocratique é sosyal), in tan lété EDDE, in tan té l'alyans. Ou i oi matant, ni shanj pa é ni amenn touzour la politik konm ni desid dann nout kongré. Binssir, sa la pa in késtyonn z'avatar ? Tok ! Pran sa pou ou !

Justin

« Donn in pyé, i pran in karo ! »-in kozman pou la rout

Sa sé in kozman I antan bien souvan isi La Rényon dann ka demoun I égzazèr. In légzanp ? Ou i lès in moun kass dé mang in foi, amla ké shak instan I vien kasé. Mèm momandoné li domann pi aou arien, li fé konmsi sé li lo propriyètèr. Sa lé vré galman kan ou i lès aou fèr : momandoné lo moun i égzazèr. In ka, i fé travay aou an plis épi i ariv a obli pèy bann z'èr siplémantèr. Sa lé vré ! Mé sa I dépann lo dogré légzizans demoun. Par ébzanj na dmoun i tolèr pa arien é zot kozman préféré sé « donn in pyé pran in karo : » alé oir mèm in pyé na dé foi i donn pa, parl pi in karo ! Mi koné in moun dopi trant z'ané i di touzour lo mèm kozman mé kroi pa ou va gingn in n'afèr avèk li ! Sansa li di : « Tro sé tro ! », alé oir ou, pèrsonèl i abiz pa vi k'li kriy par avans ? Koa zot i pans zot ? Arien, Fé travay z'ot koko, fé bouy zot matyèr griz, zot va oir si rant-rant zot i tonm pa dé foi dakor rantr nou.